

MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE,  
DE LA PROMOTION DE LA FEMME,  
DE LA PROTECTION DE L'ENFANT  
ET DES PERSONNES AGEES

REPUBLIQUE TOGOLAISE  
Travail-Liberte-Patrie

MINISTERE DE LA JUSTICE

DECRET N° 2008-104 /PR  
relatif au comité national d'adoption d'enfants au Togo

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint de la ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme, de la protection de l'enfant et des personnes âgées et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2007- 017 du 6 juillet 2007 portant code de l'enfant ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 03 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-050/PR du 7 mai 2008 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2008-103/PR du 29 juillet 2008 relatif à la procédure d'adoption d'enfants au Togo ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est institué auprès du ministre chargé de la protection de l'enfant, un comité national d'adoption d'enfants au Togo dénommé comité d'adoption.

CHAPITRE I<sup>er</sup> - MISSIONS - COMPOSITION

**Article 2** : Le comité d'adoption est chargé d'informer, de suivre et de coordonner les procédures d'adoption d'enfants au Togo.

**Article 3** : Le comité d'adoption a qualité d'autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations internationales du Togo en matière d'adoption.

**Article 4** : Le comité d'adoption exerce ses attributions, sous le contrôle du ministre chargé de la protection de l'enfant, dans le strict respect des principes d'égalité et de neutralité et dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Article 5 : Au titre de ses missions nationales, le comité d'adoption est, notamment, chargé de :

- étudier les dossiers de demande d'agrément et de soumettre ses avis au ministre chargé de la protection de l'enfant ;
- notifier aux demandeurs les décisions d'agrément, de refus d'agrément ou de retrait d'agrément prises par le ministre chargé de la protection de l'enfant ;
- étudier les dossiers des personnes postulant à l'adoption d'enfants togolais qui lui sont transmis par le ministre chargé de la protection de l'enfant ;
- s'assurer de la crédibilité des informations contenues dans les dossiers des postulants ;
- juger de l'adoptabilité des enfants proposés à l'adoption par les parents, le conseil de famille, les services sociaux ou les centres d'accueil d'enfants en difficulté, les personnes physiques ayant recueilli des enfants ;
- initier des contre-enquêtes, le cas échéant ;
- rendre compte au ministre chargé de la protection de l'enfant des propositions d'attribution d'enfants aux futurs adoptants ;
- faire le suivi des enfants adoptés.

Article 6 : Au titre de ses missions internationales, le comité d'adoption coopère avec les autorités centrales des Etats étrangers pour assurer la protection des enfants et réaliser tous objectifs des conventions en cette matière ;

Il prend toutes mesures appropriées pour :

- fournir aux autorités centrales des autres Etats parties aux mêmes conventions sur l'adoption que le Togo, des informations sur la législation togolaise en matière d'adoption et d'autres informations générales, telles que des statistiques et formules types ;
- s'informer sur la mise en œuvre des conventions internationales en matière d'adoption par les autres Etats parties et en rendre compte au gouvernement ;
- proposer au gouvernement dans la mesure du possible, les mesures nécessaires à lever des obstacles qui entravent leur application dans les relations internationales du Togo ;
- prévenir les gains matériels indus à l'occasion d'une adoption et empêcher toute pratique contraire aux engagements internationaux du Togo en matière d'adoption.

Le comité d'adoption prend, soit directement, soit avec le concours des autres administrations et institutions publiques ou d'organismes dûment habilités, toutes mesures appropriées, notamment pour :

- rassembler, conserver et échanger des informations relatives à la situation de l'enfant et des futurs parents adoptifs, dans la mesure nécessaire à la réalisation de l'adoption ;
- faciliter, suivre et activer la procédure en vue de l'adoption ;

- promouvoir sur le territoire national, le développement de services de conseils pour l'adoption et pour le suivi de l'adoption ;
- échanger des rapports généraux d'évaluation sur les expériences en matière d'adoption internationale ;
- répondre, dans la mesure où la législation en vigueur au Togo le permet par la loi de leur Etat, aux demandes motivées d'informations sur une situation particulière d'adoption formulées par d'autres autorités centrales ou par des autorités publiques d'autres Etats.

**Article 7 :** A la demande du ministre chargé de la protection de l'enfant et après concertation avec le ministre chargé des affaires étrangères ou sur saisine de celui-ci, le comité d'adoption suspend ou cesse son activité avec les pays dans lesquels les procédures d'adoption ne peuvent plus être menées dans les conditions définies par les conventions internationales et la reprend, le cas échéant, lorsque ces conditions peuvent de nouveau être respectées.

**Article 8 :** Le comité d'adoption est composé de sept (7) membres répartis comme suit :

- deux représentants du ministère chargé de la protection de l'enfant ;
- deux représentants du ministère de la justice ;
- un représentant du ministère des affaires étrangères ;
- un psychologue de l'enfant ;
- un médecin pédiatre.

Le comité peut faire appel à toute personne dont la compétence est jugée utile à l'accomplissement de sa mission.

**Article 9 :** Les membres du comité d'adoption sont nommés par arrêté du ministre chargé de la protection de l'enfant, sur proposition des ministères et organismes auxquels ils appartiennent.

## CHAPITRE II - ORGANISATION - FONCTIONNEMENT

**Article 10 :** Le comité d'adoption comprend un bureau composé comme suit :

- un président, désigné par le ministre chargé de la protection de l'enfant ;
- un vice président, désigné par le ministre de la justice ;
- un rapporteur.

**Article 11 :** Le règlement intérieur du comité d'adoption est fixé par arrêté du ministre chargé de la protection de l'enfant sur proposition du comité d'adoption.

**Article 12 :** Le comité se réunit au moins deux (2) fois par mois. Il peut également se réunir sur convocation de son président ou à la demande du ministre chargé de la protection de l'enfant.

Le comité d'adoption se réunit valablement si quatre (4) de ses membres sont présents.

**Article 13 :** Le comité d'adoption examine les dossiers qui lui sont soumis et formule des avis et propositions dans un délais de (3) mois.

Il émet un avis motivé. Les opinions divergentes sont mentionnées au procès verbal.

Les membres du comité d'adoption ne participent pas aux délibérations concernant la demande de personnes à l'égard desquelles ils ont un lien personnel.

**Article 14 :** Les avis et propositions du comité d'adoption sont soumis au ministre chargé de la protection de l'enfant.

Lorsque ces propositions portent sur une attribution d'enfant, le ministre chargé de la protection de l'enfant, après avis du ministre de la justice, prend une décision d'attribution d'enfant ou de refus d'attribution d'enfant.

Cette décision est notifiée aux adoptants, au service social près le tribunal compétent, au comité d'adoption, au ministre de la justice.

**Article 15 :** Le ministre chargé de la protection de l'enfant peut, lorsqu'il le juge nécessaire, demander au comité d'adoption de procéder à un nouvel examen du dossier.

La décision de refus d'attribution d'enfant est toujours motivée. Elle peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant les juridictions administratives.

**Article 16 :** Pour l'exercice de sa mission, le comité d'adoption s'appuie sur un réseau de correspondants nationaux et internationaux, dont les administrations sociales, les représentations diplomatiques togolaises à l'étranger, les représentations diplomatiques étrangères accréditées au Togo, toutes personnes morales de droit privé intervenant dans le champ de l'adoption et dûment habilitées, les organisations et organismes internationaux compétents.

Les directions préfectorales des affaires sociales exercent pour le compte du comité d'adoption et sous son contrôle, une mission d'information et de conseil, notamment sur les aspects techniques et juridiques de la procédure d'adoption.

**Article 17 :** Le comité d'adoption est doté d'un secrétariat permanent chargé de :

- réceptionner et centraliser les dossiers relatifs à l'adoption transmis par le ministre chargé de la protection de l'enfant ;
- préparer les réunions du comité ;
- assurer l'information et la formation, en collaboration avec les autorités administratives chargées de la protection de l'enfant au sein du ministère chargé de la protection de l'enfant et du ministère de la justice, des organismes et institutions habilités à accueillir des enfants, des administrations, des juridictions, et autres institutions ou personnels impliqués dans les procédures, sur toutes questions relatives à l'adoption ;
- établir une banque de données concernant les adoptions au Togo ;
- faire le suivi des procédures d'adoption pour les besoins statistiques.
- exécuter toutes les tâches confiées par le président.

Article 18 : Le secrétariat permanent est dirigé par un secrétaire permanent.

Le secrétaire permanent est nommé par arrêté du ministre chargé de la protection de l'enfant, après concertation avec le ministre de la justice, en raison de sa compétence, de sa probité morale et de l'intérêt qu'il porte à la question de la protection de l'enfant.

Article 19 : Le comité d'adoption peut être représenté au niveau des régions par des délégations régionales dont la composition sera fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de la protection de l'enfant et du ministre de la justice.

Article 20 : Le budget de fonctionnement du comité d'adoption est inscrit au budget général de l'Etat.

Le comité d'adoption peut bénéficier de tout appui financier ou matériel provenant des partenaires ou de tout autre personne physique ou morale oeuvrant pour la protection de l'enfant.

### CHAPITRE III - DISPOSITIONS RELATIVES A LA CONSERVATION ET A LA CONFIDENTIALITE DES DONNEES PERSONNELLES DE L'ADOPTION

Article 21 : Les membres et les agents du comité d'adoption sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes ou renseignements dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions dans les conditions prévues par le code pénal.

Article 22 : Le comité d'adoption veille à la conservation et à la confidentialité des informations qu'il détient sur les origines des enfants proposés à l'adoption ou adoptés, notamment celles relatives à l'identité de la mère et du père, ainsi que les données sur le passé médical de l'enfant et de sa famille.

Il assure l'accès de l'enfant ou de son représentant légal à ces informations, avec les conseils appropriés, dans le respect des lois et des règlements relatifs à la confidentialité des données personnelles.

A cet effet, les renseignements recueillis à propos de l'enfant à l'occasion de la procédure d'adoption ainsi que l'identité des personnes qui ont levé le secret, sont conservés par le comité d'adoption sous la responsabilité de son président pour l'accès aux origines personnelles.

Article 23 : Sont également conservées sous la responsabilité du président du comité d'adoption les demandes et déclarations qui lui sont transmises pour l'accès aux origines personnelles.

Article 24 : Les renseignements concernant la santé des père et mère de naissance, les origines de l'enfant, les raisons et circonstances de sa remise au service social ou à un centre d'accueil, ainsi que l'identité des père et mère de naissance, s'ils ont levé le secret de leur identité, sont tenus à la disposition de l'enfant majeur, de ses représentants légaux ou de lui-même avec l'accord de ceux-ci s'il est mineur, de son tuteur s'il est majeur placé sous tutelle, de ses descendants en ligne directe majeurs s'il est décédé.

**Article 25 :** Nul ne peut tirer un gain matériel indu en raison d'une intervention à l'occasion d'une adoption internationale.

Les dirigeants, administrateurs et employés d'organismes d'accueil d'enfants, les administrations et institutions publiques, ainsi que leurs personnels intervenant dans une procédure d'adoption ne peuvent percevoir aucune rémunération.

Toute violation des dispositions des alinéas 1 et 2 ci-dessus sera sanctionnée conformément aux dispositions des lois relatives au trafic et à la traite d'enfants au Togo.

#### CHAPITRE IV - DISPOSITIONS FINALES ET DIVERSES

**Article 26 :** Lorsque les documents originaux constituant le dossier d'adoption ne sont pas en langue française, le comité requiert la production de leur traduction certifiée conforme.

Les frais de traduction sont à la charge des futurs parents adoptifs.

**Article 27 :** Le ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme, de la protection de l'enfant et des personnes âgées, le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolais.

Fait à Lomé, le 29 JUL, 2008

Le Premier ministre  
**SIGNE**  
Komlan MALLY

Le garde des sceaux,  
ministre de la justice

**SIGNE**  
Biossey Kokou TOZOUN



Le Président de la République  
**SIGNE**  
Faure Essozimna GNASSINGBE

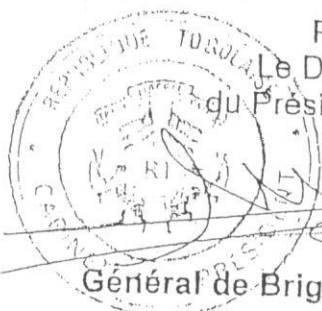
La ministre de l'action sociale,  
de la promotion de la femme,  
de la protection de l'enfance  
et des personnes âgées

**SIGNE**  
Mémounatou IBRAHIMA

Le ministre de l'économie  
et des finances

**SIGNE**  
Adji Otèth AYASSOR

Pour ampliation  
Le Directeur de cabinet  
du Président de la République



Général de Brigade aérienne Essofa AYEVA